

Avis adopté

Séance plénière du 28 octobre 2025

Egalité des chances : mythe ou réalité ?

Rapport annuel sur l'état de la France 2025

Déclaration du groupe Environnement et Nature

Ce Rapport Annuel sur l'Etat de la France, focalisé sur les inégalités et notamment l'égalité des chances, apporte un constat précieux et particulièrement opportun. A l'heure où les démocraties reculent dans le monde, et où l'on constate en France une augmentation de la défiance envers les institutions, cet avis incite à se poser les bonnes questions : d'où viennent ces tendances ? Quelle perception des inégalités, et plus largement du concept d'égalité des chances ?

Malgré un système de redistribution puissant, certaines inégalités se sont en effet aggravées et donnent l'impression d'un ascenseur social en panne : des inégalités de genre qui, des inégalités territoriales persistent, mais aussi des inégalités de patrimoine qui se sont renforcées ces dernières années, notamment via l'accroissement du patrimoine des 1% les plus aisés, et qui suscitent un vif débat autour de la justice fiscale.

Enfin, la crise environnementale est aussi un vecteur d'inégalités important : tout d'abord pour les populations vulnérables économiquement, qui subissent une exposition disproportionnée aux risques environnementaux et sanitaires dus aux pollutions. Mais aussi pour les deux tiers de la population française fortement exposés aux risques climatiques, qui ne seront peut-être plus assurables à l'avenir dans certains territoires.

Enfin, 12 millions de personnes sont logées dans des passoires thermiques. Cette situation alourdit les factures et renforce le sentiment d'injustice. A contre-courant, les guichets de Ma Prim'Renov ont été fermés pendant trois mois cette année, et le PLF 2026 prévoit une réduction de son budget.

Ces risques sont bien identifiés par les Français : d'après le sondage Ipsos-CESE, l'anxiété face à l'évolution du climat est le 3ème frein au bien-être, derrière le manque de temps et d'argent.

A l'heure où les politiques de transition écologique sont retardées et remises en causes, et souvent les premières à pâtir des coupes budgétaires, ces constats appellent pourtant à actions rapides et déjà bien identifiées dans tous les secteurs... avec un accompagnement financier indispensable pour les classes moyennes et populaires, pour éviter tout effet régressif.

Et tout cela au nom de problématiques sociales et démocratiques urgentes : renforcer notre résilience et notre souveraineté, et réduire les inégalités et la défiance des Français à l'égard de notre système démocratique.

Le groupe Environnement et Nature remercie la rapporteur et l'administration pour ce travail riche et de qualité, et votera cet avis.